



CROUS BRETAGNE

Direction de la commande publique et des affaires
juridiques

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE

CCAG APPLICABLE : CCAG-FCS 2021 - Cahier des clauses administratives générales des marchés publics
de fournitures courantes et de services de 2021,
dans sa dernière version en vigueur au moment de la publication du présent marché public

Procédure formalisée : AOO _ Appel d'Offre Ouvert

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

N°MF2024-
025.003.

**ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE
POUR L'ACQUISITION ET L'INSTALLATION DE
MATÉRIELS DE CUISSON**

ENTRE :

LE CROUS BRETAGNE, dont le siège est situé 7 Pl Hoche, 35000 à Rennes.
Désignée ci-après sous l'appellation "l'Acheteur" et représentée par : Monsieur le Directeur
général du CROUS Rennes Bretagne, Yann-Eric PROUTEAU, dûment autorisé(e),

D'UNE PART,

Et la Société «**NOM DU TITULAIRE**», registre du commerce de «Ville RC», dont le siège social est
à «Adresse du Titulaire», désignée aux présentes sous l'appellation "le Titulaire" et représentée
par : «Nom du signataire pour le Titulaire» dûment autorisé(e),

D'AUTRE PART,












IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV

SOMMAIRE

1. ARTICLE 1 - OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES	5
1.1. Forme et procédure	5
1.2. Durée	6
1.3. Pièces contractuelles	6
2. ARTICLE 2 - OBLIGATIONS	7
2.1. Obligations du Titulaire	7
2.1.1. Devoir de conseil	7
2.1.2. Obligation générale de confidentialité	7
2.1.3. Engagement sur le respect des consignes de livraison	8
2.2. Interprétation des silences par les parties	8
3. ARTICLE 3 - PRESTATIONS SIMILAIRES	9
4. ARTICLE 4 - CLAUSES DE RÉEXAMEN	9
4.1. Adaptation en cas d'augmentation des prix unitaires	9
4.2. Proposition de matériels reconditionnés	10
4.3. Adaptation pour substitution de matériaux ou fournitures	10
4.4. Suspension des délais et pénalités	11
4.5. Ajout de nouvelles prestations au bordereau de prix unitaires	12
5. ARTICLE 5 - MODALITÉS D'EXÉCUTION ET DE PASSATION DES COMMANDES	13
6. Article 6 – DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE	13
7. Article 7 – VÉRIFICATION ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS	15
8. Article 8 – GARANTIE ET DÉLAI D'INTERVENTION	16
9. Article 9 – MODALITES DE FACTURATION	17
9.1. Contenu et forme des prix	17
9.2. Modalités de facturation des livraisons	17
9.3. Révision des prix	18
9.3.1 Mois d'établissement des prix du marché	18
9.3.2 Modalités de révision des prix du marché	18
10. Article 10 – AVANCES ET ACOMPTES	19
10.1. Conditions de versement et remboursement	19
10.1.1 Versement de l'avance	19
10.1.2 Remboursement de l'avance	19
10.2 Acompte	20
10.3 Constitution de garantie financière	20
11. Article 11 – MODALITES DE FACTURATION ET DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT	20

11.1	Présentation des demandes de paiement	20
11.2	Délai global de paiement	20
11.3	Païement des cotraitants	21
11.4	Païement des sous-traitants	21
11.5	Intérêts moratoires	21
12.	Article 12 – DISPOSITIONS DIVERSES	22
12.1	Forme des notifications et informations	22
12.2	Cession ou nantissement des créances	22
12.3	Autres obligations administratives	22
12.4	Assurances	23
12.5	Langues	24
13.	Article 13 – PÉNALITÉS	24
13.1.	Régime des pénalités	24
13.2.	Versement des pénalités	26
13.3.	Exécution aux frais et risques du Titulaires	26
14.	Article 14 – RESILIATION	27
14.1.	Résiliation pour faute du Titulaire	27
14.2.	Résiliation pour motif d'intérêt général	27
15.	Article 16 – DIFFERENDS ET LITIGES	28
16.	Article 17 – LISTE DES DÉROGATIONS	28

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE POUR L'ACQUISITION ET L'INSTALLATION DE MATÉRIELS DE CUISSON
	Mode de passation	Procédure formalisée : AOO _ Appel d'Offre Ouvert
	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire
	Nombre de lots	Relance du Lot 3 pour donner suite à l'infructuosité sur ce lot du MF 2024-025 publié en juin 2024 (accord-cadre de 8 lots).
	Délai de validité des offres	180 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire. En revanche, dans le cas où le groupement serait conjoint, il est demandé que le mandataire soit solidaire pour l'exécution du marché
	Variantes	Sans
	PSE	Non
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	OUI
	Durée / Délai	4 ans maximum dont 1 an ferme

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DU CONTRAT

	Type de contrat	Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire
	Lieu d'exécution	Multi-sites. Liste des sites de livraison transmis en annexe du CCTP
	Date de démarrage prévisionnelle	Notification fin janvier 2025 et début des prestations en février 2025.

Le Titulaire, après avoir pris connaissance de toutes les pièces du marché, et après avoir apprécié, de son point de vue et sous sa responsabilité, la nature et l'importance des prestations à réaliser, s'engage envers l'Acheteur qui accepte, à les exécuter conformément aux stipulations du présent CCAP.

ARTICLE 1 - OBJET ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

À des fins de rénovation de ses restaurants et cafétérias universitaires et en vue d'un renouvellement partiel ou total du parc existant sur site, l'Acheteur souhaite passer un accord-cadre à bons de commande pour l'acquisition et l'installation de matériels de cuisson. Les restaurants et cafétérias concernés accueillent des milliers d'étudiants quotidiennement et doivent s'assurer de disposer des moyens adéquats et performants pour confectionner les repas sur place.

La prestation comprend, notamment :

- La livraison ;
- L'installation et le raccordement aux réseaux ;
- La mise en service, essais et réglage ;
- La formation du personnel à l'utilisation et à l'entretien spécifique du matériel ;

- La dépose et l'enlèvement de l'ancien matériel pour recyclage par réseau filière agréé.

D'autre part, le matériel livré devra être pourvu d'une plaque signalétique mentionnant, *a minima* :

- Le mois et l'année de livraison ;
- La marque du fournisseur ;
- Le modèle de l'appareil ;
- Le numéro de série ;
- La puissance électrique ;
- La tension d'alimentation ;
- L'apparition du sigle « norme CE » ou équivalent.

1.1. Forme et procédure

La procédure engagée est une procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-1 à L2124-2 du Code de la Commande Publique (CCP).

Le marché prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande, mono-attributaire, sans montant minimum et avec un montant maximum fixé à 5 000 000 € HT pour sa durée totale, reconductions comprises.

L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable du Titulaire.

À titre exceptionnel, les bons de commande pourront s'exécuter au-delà de la date de fin du présent accord-cadre, sous réserve qu'ils aient été dûment signés et adressés au Titulaire avant cette échéance. Cependant, la durée d'exécution des bons de commande ne devra en aucun cas excéder une période maximale de [insérer durée maximale], afin de respecter l'obligation de remise en concurrence périodique prévue par la réglementation applicable.

1.2. Durée

Le marché est conclu pour une période initiale d'un (1) an à compter de la date de notification au Titulaire. Le marché peut ensuite être reconduit trois (3) fois par période successive d'un (1) an, soit une durée maximale de validité de quatre (4) ans.

La reconduction est considérée comme tacite. Dans ce cadre, le Titulaire ne pourra pas refuser la reconduction selon les dispositions de l'article R2112-4 du CCP.

Toutefois, l'Acheteur se réserve la possibilité de ne pas reconduire le marché à la fin de chaque période en cours, et ceci sans indemnité pour le Titulaire. La décision de non-reconduction sera expressément notifiée au plus tard sous **préavis de trente (30) jours calendaires** par lettre recommandée avec accusé de réception avant la fin de chaque période en cours.

1.3. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe :
 - Annexe 1 : La Déclaration de sous-traitance (DC4) en cas de sous-traitance déclarée par l'entreprise ou le groupement d'opérateurs économiques.
(<http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- La pièce financière : Bordereau des prix unitaires (BPU) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dont l'exemplaire détenu par l'Acheteur fait foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), dont l'exemplaire détenu par l'Acheteur fait foi et ses annexes :
 - Liste des sites du Crous
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, dans sa dernière version en vigueur lors de la publication du présent marché, et disponible sur le site www.legifrance.gouv.fr
- Les bons de commande ;
- Le mémoire technique du Titulaire et ses annexes :
 - Annexe 1_ Délai d'intervention (constitue un engagement contractuel sur les délais)
 - Annexe 2_ Environnementale
 - Annexe 3_ Flotte véhicule
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs.

ARTICLE 2 - OBLIGATIONS

2.1. Obligations du Titulaire

Les dommages de toute nature, causés au personnel ou aux biens de l'Acheteur par le Titulaire du marché, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge exclusive du Titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du Titulaire du marché par l'Acheteur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge de ce dernier.

Le Titulaire du marché garantit l'Acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

Le Titulaire du marché se doit d'informer dans les plus brefs délais, l'Acheteur de tout changement concernant :

- Sa raison sociale (nom ou statut de l'entreprise), par l'envoi d'un courrier explicatif accompagné de l'extrait de parution dans le journal d'Annonces Légales Juridiques ;
- Son compte de règlement bancaire ou postal, par l'envoi d'un courrier précisant qu'il souhaite être payé à un compte autre que celui indiqué au marché public, et en joignant un RIB ou RIP de la nouvelle domiciliation ;
- Le destinataire du paiement, par l'envoi d'un courrier explicatif de ce changement accompagné d'un RIB ou un RIP du nouveau destinataire.

Ces changements doivent être signalés impérativement avant toute nouvelle facturation. A défaut, le paiement des factures non conformes sera suspendu jusqu'à la régularisation, par certificat administratif ou avenant éventuel, après réception des documents nécessaires.

2.1.1. Devoir de conseil

Le Titulaire met tout en œuvre au cours de l'exécution des prestations pour satisfaire à son devoir de conseil auprès de l'Acheteur, consistant notamment à l'avertir lors de ses interventions sur site, d'anomalies ou potentiels dangers détectés, ou tout élément de nature à compromettre ou risquer de compromettre la bonne exécution des interventions, le cas échéant.

2.1.2. Obligation générale de confidentialité

Les stipulations du CCAG-FCS relatives à l'obligation générale de confidentialité sont opposables au Titulaire, cotraitants et sous-traitants, le cas échéant.

Dès lors, dans les conditions des stipulations 5.1.1 à 5.1.4 du CCAG-FCS, le Titulaire qui aurait en cours d'exécution du marché, connaissance d'informations ou recevrait communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires aux fins de prévenir toute divulgation à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Le Titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par l'ensemble de son personnel, y compris ses sous-traitants ou fournisseurs, le cas échéant.

Le non-respect ou l'inobservation par le Titulaire de ces mesures, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, pourra entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

Réciproquement, l'Acheteur s'engage à la confidentialité des prix et de toute information relative aux pratiques professionnelles du Titulaire, sauf si leur divulgation a été rendue obligatoire par une institution compétente ou que le Titulaire a procédé lui-même à une communication.

2.1.3. Engagement sur le respect des consignes de livraison

Le Titulaire s'engage à respecter strictement les consignes de livraison fournies par l'Acheteur, incluant les adresses, les dates et les horaires de livraison. Afin d'optimiser l'organisation de sa prestation, le Titulaire est tenu de poser toutes les questions nécessaires concernant les conditions d'accès et les contraintes logistiques. En cas de manquement à cette obligation de questionnement, l'Acheteur ne pourra être tenu responsable d'une absence ou d'un manque d'information. En cas de non-respect des consignes de livraison (adresse, horaire, date), une nouvelle livraison sera effectuée aux frais du Titulaire, et des pénalités seront appliquées.

2.1.4. Protection de la main d'œuvre

Le Titulaire du marché remet :

- une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France ;
- une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le Titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et du paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de six (6) mois.

Les obligations qui s'imposent au Titulaire du marché sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'Acheteur.

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail (modifié par l'article 83 de la loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014), une pénalité sera appliquée au Titulaire du marché ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité sera égal à dix (10) % du montant du contrat et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

Si le Titulaire du marché ne donne pas suite à la mise en demeure de régulariser sa situation dans le délai prévu par celle-ci, la pénalité contractuelle sera appliquée ou le contrat rompu sans indemnités, à ses frais et risques.

Le Titulaire doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'Acheteur.

- Dispositions applicables aux candidats nationaux :

En application des articles D.8222-5 du Code du travail, le Titulaire est tenu de produire tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article. En cas d'infraction constatée, le marché peut être résilié dans les conditions définies à l'article 14.1 du présent CCAP.

Le défaut ou le retard de transmission ou le caractère incomplet de la transmission de ces documents donnera lieu à l'application de la pénalité mentionnée à l'article 13 du présent CCAP.

- Dispositions applicables aux intervenants étrangers :

En application des articles D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail, le Titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du code du travail et avant la notification du marché, le Titulaire doit remettre à l'Acheteur, la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six (6) mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché. Le Titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du code du travail.

Si le Titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

En application de l'article L1262-4-1 du Code du travail, lorsque le Titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit à l'Acheteur une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

Par dérogation à l'article 6.2 du CCAG-FCS, le Titulaire est tenu de faire une application systématique et immédiate de l'évolution des prescriptions législatives et réglementaires en matière de protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail survenant en cours d'exécution du marché, sans qu'il ne soit nécessaire pour l'Acheteur de proposer un avenant au titulaire ou d'adopter une modification unilatérale en ce sens.

Le Titulaire sera tenu le cas échéant, de proposer un avenant en ce sens à l'Acheteur. Cette dernière disposera également de la liberté de proposer un avenant, mais une telle proposition ne sera pas systématique.

Le Titulaire peut demander à l'Acheteur, du fait des conditions particulières d'exécution du marché, de transmettre, avec son avis, à l'autorité compétente, les demandes de dérogations prévues par les lois et règlements mentionnés ci-dessus.

Le Titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article. Il reste responsable du respect de ces obligations.

2.1.5. Protection de la sécurité et de la santé des personnes et préservation du voisinage

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage.

Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'Acheteur.

Par dérogation à l'article 7.2 du CCAG-FCS, le Titulaire est tenu de faire une application systématique et immédiate de l'évolution des prescriptions législatives et réglementaire en matière de protection de la sécurité et de la santé des personnes et de préservation du voisinage survenant en cours

d'exécution du marché, sans qu'il ne soit nécessaire pour l'Acheteur de proposer un avenant au Titulaire ou d'adopter une modification unilatérale en ce sens.

Le Titulaire sera tenu le cas échéant, de proposer un avenant en ce sens à l'Acheteur. Cette dernière disposera également de la liberté de proposer un avenant, mais une telle proposition ne sera pas systématique.

Le non-respect des obligations de la présente clause entraîne l'application de la pénalité mentionnée à l'article 13 du présent CCAP.

2.1.6. Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché.

A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'Acheteur.

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'Acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations prévues par le présent marché.

Le traitement des données à caractères personnelles sera réalisé conformément au présent article, et aux finalités suivantes :

- gestion des références clients du Titulaire, dont les données relatives à l'Acheteur.

La durée du traitement est prévue pour l'ensemble de la durée du contrat.

Il incombe au Titulaire de traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet du marché.

En outre, il s'engage à traiter les données conformément aux instructions documentées de Limoges Métropole.

En outre, si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou a une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est

soumis, il doit informer l'Acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Le Titulaire s'engage à garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat.

Il assure également que toutes les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent bien à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.

Par ailleurs, le Titulaire s'interdit :

- la consultation, le traitement de données autres que celles concernées par les présentes et ce, même si l'accès à ces données est techniquement possible ;
- de divulguer, sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des données exploitées ;
- de prendre copie ou de stocker, quelles qu'en soient la forme et la finalité, tout ou partie des informations ou données contenues sur les supports ou documents qui lui ont été confiés ou recueillies par elle au cours de l'exécution des présentes, en dehors des cas couverts par les présentes.

Le Titulaire s'engage à ce que toutes les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel aient bien reçu la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

A ce titre, il s'engage à faire appliquer dès la conception de ses outils, applications ou services, les principes de protection des données personnelles au sein de son établissement.

Il appartient au Titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données :

- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel ;
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

Par dérogation à l'article 5.2.2 du CCAG-FCS, le Titulaire est tenu de faire une application systématique et immédiate de l'évolution des prescriptions législatives et réglementaire en matière de réglementation sur la protection des données à caractère personnel survenant en cours d'exécution du marché, sans qu'il ne soit nécessaire pour l'Acheteur de proposer un avenant au Titulaire ou d'adopter une modification unilatérale en ce sens.

Le Titulaire sera tenu le cas échéant, de proposer un avenant en ce sens à l'Acheteur. Cette dernière disposera également de la liberté de proposer un avenant, mais une telle proposition ne sera pas systématique.

Toute méconnaissance des règles applicables en matière de protection des données personnelles donnera lieu à l'application d'une pénalité mentionnée à l'article 13 du présent CCAP.

En cas de manquement par le Titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 14 du présent CCAP.

2.1.7. Mesures de sécurité

Le Titulaire est tenu de respecter les mesures de sécurité établies par l'Acheteur pour chaque site concerné par l'exécution du présent marché.

2.2. Interprétation des silences par les parties

Dans le cadre de la présente relation contractuelle, il est expressément convenu que les silences observés par l'une ou l'autre des parties ne peuvent en aucun cas être interprétés comme une approbation tacite ou un refus tacite, sauf si une telle interprétation a été clairement mentionnée et acceptée lors de la formulation de la demande ou au cours des échanges entre les parties.

Toute demande ou communication nécessitant une réponse explicite devra être suivie d'une réponse formelle, dans les délais convenus. En l'absence de réponse ou en cas de défaut de communication de la part du Titulaire, entraînant un retard dans l'exécution, des pénalités seront appliquées conformément aux dispositions prévues au présent contrat.

Il est de la responsabilité de chaque partie de veiller à la clarté et à la formalisation des communications, afin de prévenir tout malentendu ou retard lié à une absence de réponse.

ARTICLE 3 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Dans le cadre d'une politique de développement durable, Le Titulaire s'engage à respecter et à mettre en œuvre les actions définies dans son mémoire technique en faveur de l'environnement. Ces actions peuvent concerner notamment :

- L'optimisation des consommations énergétiques
- La description des moyens et méthodes déployés pour limiter les impacts sur l'environnement
- Les conditions de commercialisation de leurs produits, le transport, l'utilisation et la maintenance tout au long de la vie du matériel

- Respect de l'indice de durabilité (remplaçant depuis le 1er/01/2024 l'indice de réparabilité applicable aux entreprises fournissant des appareils électriques et électroniques (mise à disposition d'une documentation précise permettant de réparer, facilité de démontage et remontage, disponibilité des pièces détachées, prix des pièces détachées etc.
- Utilisation de substances dangereuses dans la conception, fin de vie, consommation des appareils en termes de fluides, recyclabilité etc.
- Les référentiels de qualité environnementale auxquels le candidat se réfère, notamment des labels tels que l'entend la réglementation applicable en matière de commande publique

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants des obligations environnementales fixées dans le marché. Le titulaire encourt une pénalité forfaitaire pour non-respect des engagements pris dans le mémoire technique sur le volet environnemental.

ARTICLE 4 - CLAUSES DE RÉEXAMEN

Indépendamment des hypothèses de réexamen ci-après stipulées, les hypothèses de modification et suivant les modalités prévues aux articles R.2194-2 à R.2194-9 du Code de la commande publique demeurent applicables pour toute la durée du marché.

Notamment, dans les conditions des dispositions de l'article R. 2194-8 du Code de la commande publique, lorsque 90% du montant maximum HT du présent accord-cadre a été atteint, l'Acheteur en informe le Titulaire. Dans un délai de trente (30) jours à compter de ce signalement, à l'initiative de l'une des parties, ces dernières échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le montant maximum HT de l'accord-cadre dans la limite de 10% du montant maximum initial HT.

En cas d'accord entre les parties en vue d'augmenter le montant maximum HT de l'accord-cadre, l'Acheteur transmet au Titulaire un projet d'avenant pour signature. Le montant en valeur maximum HT modifié de l'accord-cadre n'est applicable qu'après notification par l'Acheteur de l'avenant signé au Titulaire.

4.1. Adaptation en cas d'augmentation des prix unitaires

En cas de circonstances que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant fortement et durablement les conditions d'exécution du marché, les parties examinent les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Leur origine pourra résulter notamment (liste non exhaustive):

- d'une hausse soudaine des coûts de production, de fabrication/ réalisation, de livraison ;
- des difficultés et modifications des conditions d'approvisionnement- Rupture de stock ;s
- de personnels/d'effectifs dans l'impossibilité d'effectuer les prestations.

Ces évolutions pourront se traduire par la passation d'un avenant, quel qu'en soit l'impact financier dès lors que les parties trouvent accord pour la poursuite des relations contractuelles, arrêtant les modalités de prise en charge, totale ou partielle, permanente ou temporaire, des surcoûts et autres incidences directement induits par cette circonstance.

Le Titulaire devra justifier à la fois les circonstances permettant d'actionner cette clause de réexamen et les éléments prouvant que la hausse des prix est indépendante de sa volonté. Ces justificatifs devront être suffisamment probants pour permettre à l'Acheteur d'en apprécier la pertinence et de décider de l'acceptation ou non de la demande.

Les adaptations pourront conduire à reconsidérer, notamment et autant que de besoin :

- Les conditions financières initialement consenties
- Les modalités et la fréquence de révision des prix
- Les modalités et conditions d'exécution des prestations (Délais, ...).

Il est précisé que le Titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation ou refuser l'exécution des prestations.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'Acheteur mais est initiée par le Titulaire.

4.2. Proposition de matériels reconditionnés

Le Titulaire pourra, dès que l'opportunité se présente, proposer l'utilisation d'un matériel reconditionné, sous réserve de l'accord préalable de l'Acheteur. Ce matériel devra être proposé à un prix au moins 30 % inférieur à celui de son équivalent neuf. Le Titulaire s'engage à fournir la fiche technique complète du matériel reconditionné, incluant ses caractéristiques et performances, afin de permettre à l'Acheteur d'évaluer sa pertinence. L'Acheteur se réserve le droit de valider ou refuser la substitution du matériel neuf par du reconditionné. En cas de validation, le Titulaire garantit que le matériel reconditionné bénéficiera du même niveau de garantie que le matériel neuf, couvrant l'intégralité des pannes éventuelles et des réparations nécessaires durant la période de garantie.

4.3. Adaptation pour substitution de matériaux ou fournitures

En cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement de l'une des fournitures prévues au marché pour des raisons extérieures au Titulaire, ce dernier sera autorisé à y substituer un nouveau matériel dans les conditions définies ci-après.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'Acheteur.

Dans un délai de quinze (15) jours au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le Titulaire transmet à l'Acheteur, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un mémoire justificatif exposant *a minima* :

- Les causes faisant obstacle à l'approvisionnement du matériel susvisé et les justificatifs nécessaires. Parmi ces justificatifs, figure obligatoirement la démonstration de ce que le Titulaire a fait preuve de diligence lors de la commande du matériel concerné dans des délais et notamment, qu'il a procédé à cette commande dans des délais compatibles avec le respect des délais d'exécution contractuels ;
- Le ou le(s) matériels de substitution proposé(s) ;
- La conformité du ou des matériels) proposé(s) avec les conditions fixées par le marché et notamment avec les catégories, classes et niveaux de performances spécifiés par référence aux normes.

Le Titulaire fournit des pièces permettant de justifier des surcoûts liés à la mise en œuvre du ou des matériels de substitution.

A la suite de la réception de cette demande, sous réserve de sa complétude, l'Acheteur dispose d'un délai de quinze (15) jours pour notifier sa décision au Titulaire. Lorsqu'il décide de faire droit à cette demande, en cas de pluralité de matériels ou fournitures proposé(s), l'Acheteur précise le matériel ou les fournitures dont l'emploi est autorisé en lieu et place des conditions fixées par le marché.

Les prix correspondants ne sont modifiés que si la décision précise que la substitution donne lieu à l'application de nouveaux prix. Ces prix sont établis suivant les modalités prévues à l'article 23 du CCAG FCS. Les prix provisoires sont notifiés par ordre de service ou courrier LRAR dans les quinze (15) jours qui suivent la décision de l'Acheteur.

En cas de refus de faire droit à cette demande, la décision de l'Acheteur s'impose au Titulaire qui devra respecter les conditions fixées au marché.

4.4. Suspension des délais et pénalités

En cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au Titulaire, en application de l'article R. 2194-1 du Code de la commande publique, l'Acheteur pourra décider de prolonger le délai d'exécution et donc de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées, dans les conditions définies ci-après.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'Acheteur.

Dans un délai de quinze (15) jours au maximum suivant la survenance de l'événement visé au premier alinéa, le Titulaire signale à l'Acheteur, par LRAR ou tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, les causes faisant obstacle à l'exécution du délai contractuel. A cette occasion, il indique également la durée de la prolongation sollicitée.

A la suite de la réception de cette demande, l'Acheteur notifie sa décision dans les meilleurs délais. S'il entend faire droit à tout ou partie de la demande, la prolongation accordée sera notifiée au Titulaire. Le ou les délai(s) ainsi prolongé(s) a (ont) les mêmes effets que le(s) délai(s) contractuel(s).

Cette décision n'ouvre pas à droit à indemnité pour le Titulaire. A défaut, en cas de refus de faire droit à cette demande, la décision de l'Acheteur s'impose au Titulaire qui devra se conformer au(x) délai(s) contractuel(s) sans pouvoir prétendre à une modération ou une annulation des pénalités applicables.

Il est précisé que le Titulaire ne pourra en aucune manière prendre prétexte de l'existence de la présente clause de réexamen pour formuler une quelconque réclamation financière ou refuser l'exécution des prestations.

4.5. Ajout de prestations supplémentaires

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la commande publique, dans le cas d'un besoin nouveau en cours d'année résultant :

- d'une modification réglementaire ;
- de la nécessité, pour un site donné, de faire appel à des prestations ou des fournitures spécifiques ne figurant pas au bordereau des prix ou hors catalogues listés par le Titulaire ;
- de l'obsolescence d'une référence et de la nécessité de son remplacement par une nouvelle ;
- d'une technologie innovante qui, à fonctionnalités équivalentes ou supérieures, permettrait, notamment, de réaliser des économies d'énergie, de réduire des émissions de solvants ou de gaz à effets de serre, de diminuer le coût global de possession etc.

L'acheteur détermine, par ordre de service simple des prix provisoires, après consultation du Titulaire. Les prix provisoires seront entérinés par avenant, et qu'à défaut d'observations du Titulaire dans un délai de 30 jours à compter de la notification de l'OS, les prix sont réputés être définitifs

ARTICLE 5 - MODALITÉS D'EXÉCUTION ET DE PASSATION DES COMMANDES

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur et feront apparaître :

- le numéro d'engagement de la commande à reporter obligatoirement sur la facture ;

- le nom ou la raison sociale du Titulaire ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux Titulaires pour formuler leurs observations ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le Titulaire.

Aucun bon de commande ne peut être annulé ou modifié sans l'accord de l'Acheteur ou de son représentant au sein de chacun des services prescripteurs.

ATTENTION : le Titulaire n'est pas autorisé sur réception du bon de commande à remettre à l'Acheteur un devis et doit se soumettre au formalisme du BPU tel qu'il lui a été transmis à la conclusion du marché public.

Article 6 – DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est autorisée dans conditions strictes de l'article L.2193-1 et suivants du Code de la commande publique et des conditions d'exercice de cette sous-traitance définies à l'article 3.6 du CCAG-FCS.

Elle est subordonnée impérativement quel que soit le rang du sous-traitant à l'acceptation et à l'agrément de ses conditions de paiement par l'Acheteur. Pour les sous-traitants désignés dans l'offre en annexe à l'Acte d'Engagement, la notification du marché emporte acceptation et agrément de leurs conditions de paiement par l'Acheteur, sauf refus explicite de celui-ci.

Pour les sous-traitants désignés en cours d'exécution des prestations, l'acceptation des sous-traitants et de leurs conditions de paiement est constatée par un acte spécial (formulaire DC4). Toute modification du montant des prestations sous-traitées en cours d'exécution du marché, est constatée par un acte spécial modificatif (formulaire DC4).

Attention : depuis le 1er Janvier 2024, obligation d'indiquer la durée du contrat de sous-traitance (nouveau DC 4).

Les demandes d'agrément devront être présentées par le Titulaire à l'Acheteur trente (30) jours au moins avant la date prévue de l'intervention du sous-traitant.

L'acte spécial indique :

- la nature précise et le montant des prestations sous-traitées ;

- les références du marché (objet et n° du marché) ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
 - les modalités de calcul et de versement des acomptes,
 - la date ou le mois d'établissement de prix,
 - les modalités de mise à jour et de révision des prix le cas échéant,
 - les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfaction et retenues diverses,
 - la personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R2191-59 à -62 du Code de la commande publique,
 - le comptable assignataire des paiements et, si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer (avec production du BIC, IBAN, RIB, RIP ou RICE).

Il devra être accompagné des documents suivants :

- la déclaration du sous-traitant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics ;
- les certificats, attestations, déclarations et documents du sous-traitant prévus aux articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique ;
- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant tel qu'indiqués dans le règlement de la consultation ;
- Les attestations d'assurances en cours de validité de responsabilité civile

Article 7 – VÉRIFICATION ET RÉCEPTION DES PRESTATIONS

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le Directeur d'Unité de Gestion, le chef de cuisine, le référent technique du CROUS ou par le Coordinateur technique de la Restauration dans les conditions définies aux articles 27 et 28 du CCAG FCS.

Toutefois, par dérogation à l'article 27.3 du CCAG FCS, l'Acheteur n'avise pas automatiquement le Titulaire du marché des jours ou des heures fixées pour la vérification. Il appartient au Titulaire de lui demander ces renseignements afin d'assister aux vérifications ou de s'y faire représenter.

A l'issue des opérations de vérification, le Titulaire dresse un constat d'achèvement (livraison, installation des produits, formation des utilisateurs, remise de la documentation technique et certificats de conformité) et le joint à l'envoi de la facture correspondante au CROUS de Bretagne – Direction de la Restauration.

A réception de ce document, par dérogation aux stipulations susvisées, l'Acheteur de Bretagne se prononce dans un délai de trente (30) jours, sur l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations dans les conditions de l'article 30 du CCAG FCS.

Passé ce délai, la prestation est réputée correctement exécutée.

L'Acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au Titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision dans un délai de trente (30) jours à dater de la livraison du matériel ou de son installation le cas échéant, par dérogation à l'article 30.1 du CCAG FCS.

Toutefois, en cas de non-conformité, le constat d'achèvement remis par le Titulaire à l'issue des opérations de vérification lui est directement retourné, en courrier recommandé avec avis de réception.

Si l'admission des prestations ne peut être prononcée sans mise au point, la date de livraison des prestations est repoussée et une nouvelle procédure de réception est organisée.

Le Titulaire répond des conséquences de ce report de livraison sur le délai global de l'opération et encourt l'application de pénalités. Il bénéficie d'un délai de quinze (15) jours pour remédier aux observations formulées (lever les réserves) dans le procès-verbal de réception.

En cas de refus du Titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'Acheteur a le choix d'admettre les prestations avec réfaction ou de les rejeter. Le silence gardé par l'Acheteur au-delà de ce délai de quinze (15) jours vaut décision de rejet des prestations.

Étant précisé par ailleurs que la date de livraison qui figure sur l'attestation d'achèvement des prestations remise par le service prescripteur au Titulaire constitue le point de départ des garanties légales et contractuelles.

Il est renvoyé aux stipulations de l'article 30 du CCAG FCS pour les hypothèses non couvertes par le présent article.

Article 8 – GARANTIE ET DÉLAI D'INTERVENTION

▪ GARANTIE

Le Titulaire s'engage à assurer une garantie sur les produits fournis, à compter de la date de réception. Cette garantie inclut la prise en charge de toutes les réparations, remplacements ou interventions nécessaires à la remise en état du matériel.

Le candidat doit préciser le nombre d'années de garantie qu'il propose dans l'annexe 2 - Environnementale. Cette durée ne peut être inférieure à deux (2) années. Ainsi, sans indication du candidat, cette durée sera appliquée par défaut.

▪ DÉLAI D'INTERVENTION SUR LA PÉRIODE DE GARANTIE

Le Titulaire s'engage à respecter les délais d'intervention. En cas d'urgence, qui se définit comme une situation où l'intervention est indispensable pour le bon fonctionnement des équipements de cuisson du CROUS et assurer la continuité du service de restauration, le Titulaire doit intervenir dans les délais indiqués en Annexe 1 - délai d'intervention. L'urgence doit être traitée immédiatement, soit par réparation complète, soit par une solution de remplacement temporaire pour garantir le service. Pour les interventions standards, le délai ne peut excéder douze (12) heures à compter de la demande d'intervention émise par l'Acheteur. En cas de non-respect des délais d'urgence ou de l'intervention standard, des pénalités contractuelles seront appliquées.

▪ **REPORTING DURANT LA PÉRIODE DE GARANTIE**

Le Titulaire s'engage à fournir un reporting semestriel détaillant les interventions réalisées au cours des deux premières années suivant la réception des produits. Ce rapport devra inclure, *a minima*, les informations suivantes :

- le nombre total d'interventions effectuées ;
- le nombre de pannes signalées et prises en charge ;
- le nombre de remplacements de pièces ou d'équipements effectués.

Ces rapports devront être transmis au CROUS tous les six (6) mois et permettront de suivre la qualité des services fournis et le respect des engagements de garantie. Le non-respect de cette obligation de reporting entraînera l'application des pénalités prévues au contrat.

▪ **FIN DE LA PÉRIODE DE GARANTIE**

À l'issue des deux ans de garantie, ou de la période de garantie si le Titulaire propose un délai plus important, le Titulaire s'engage à transmettre un rapport final détaillant l'état du parc des équipements fournis. Ce rapport devra inclure, *a minima* :

- un bilan complet des interventions effectuées durant la période de garantie (nombre d'interventions, pannes résolues, remplacements effectués) ;
- l'état actuel du parc, avec une évaluation de la fonctionnalité des équipements en place.

Ce reporting final permettra au CROUS d'avoir une vision claire de l'état du matériel à la fin de la période de garantie et de planifier d'éventuelles actions de maintenance ou de remplacement. Le non-respect de cette obligation de reporting pourra entraîner l'application des pénalités prévues au contrat.

Article 9 – MODALITES DE FACTURATION

9.1. Contenu et forme des prix

Les prix indiqués dans le Bordereau de prix sont réputés complets et comprendre toutes les charges fiscales et parafiscales, tous les frais afférents au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que tous

les autres frais engagés par le Titulaire pour l'exécution du marché (petits matériels, formation,...) , y compris les frais d'installation.

Les prix sont fermes la première année.

Les fournitures sont réglées par des prix unitaires (BPU) appliqués aux quantités réellement livrées ou exécutées et par des prix catalogue sur lesquels pourront être appliquées des rabais.

Le Titulaire communique à l'Acheteur le catalogue comprenant les prix « publics » en vigueur à la date de prise d'effet du marché public. Il s'assure que l'Acheteur soit en permanence en possession de la version en vigueur. En conséquence, il communique à l'Acheteur, sans délai, toute nouvelle version de ce catalogue.

Toutes les fournitures/prestations incluses au catalogue « public » qui ne seraient pas prévues au BPU seront réglées par des prix du catalogue « public » sur lesquels s'applique un pourcentage de remise sera inscrit par le Titulaire du marché indiqué au BPU dans la partie "Rabais".

9.2. Modalités de facturation des livraisons

Le tarif de livraison sur le site est indiqué au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) est applicable à **l'ensemble des sites du CROUS** sans qu'aucun supplément ne puisse être exigé.

Ce tarif est décliné selon les quatre modalités suivantes :

- i) livraison au rez-de-chaussée (RDC);
- ii) livraison à des étages ou sous-sols **desservis par ascenseur** ;
- iii) livraison à des étages ou sous sols **sans ascenseur** jusqu'à deux niveaux au dessous ou en dessous ;

Le Titulaire est pleinement responsable de la livraison jusqu'à la réception effective des produits par l'Acheteur, conformément aux termes du contrat.

9.3. Révision des prix

Les prix du marché pourront faire l'objet d'une révision, à la hausse comme à la baisse, à chaque date anniversaire du marché.

Les répercussions sur les prix de l'accord-cadre des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

La demande de révision sera faite par le Titulaire par courrier recommandé avec accusé de réception précisant le détail du calcul de la révision.

A défaut, le tarif fixé dans l'offre initiale continuera à s'appliquer.

En cas de demande adressée par le Titulaire, l'Acheteur lui fera connaître en retour sa décision d'acceptation, ou de refus dans ce dernier cas, la décision sera motivée.

9.3.1 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date des remises des offres telle qu'indiquée dans le règlement de consultation pour l'accord-cadre ; ce mois est appelé « mois zéro ».

9.3.2 Modalités de révision des prix du marché

La révision est fondée sur l'indice de référence mentionné *infra*, publié par l'INSEE et disponible sur son site internet (voir plus loin). Les modalités de révision sont les suivantes :

$$\text{IR prix révisé} = P0 \times (It/I0)$$

P0 = Prix initial de l'offre

It = valeur de référence de l'indice du trimestre de la demande de révision

I0 = valeur de référence de l'indice du trimestre de remise de l'offre

Si cet indice était supprimé en cours d'exécution du marché, il serait remplacé par le nouvel indice équivalent proposé par l'INSEE affecté du coefficient de raccordement. A défaut, il conviendrait de fixer par avenant un nouvel indice de référence. En cas de désaccord, le marché serait résilié.

La révision de prix peut être demandée par le Titulaire ou par l'Acheteur. La demande devra être transmise à l'autre partie au moins un (1) mois avant la date de révision prévue par tout moyen permettant de donner une date certaine à l'acte.

Si ni le Titulaire, ni l'Acheteur n'a transmis sa demande dans les délais, les prix ne seront pas modifiés.

Les valeurs de référence de l'indice connu :

Indice de production de l'industrie française pour le marché français. **CPF 27.51 Appareils électroménagers – Prix base 2021 – Identifiant 010764230 – juillet 2024 (p) 126,2**

Article 10 – AVANCES ET ACOMPTES

10.1. Conditions de versement et remboursement

10.1.1 Versement de l'avance

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-16 du Code de la commande publique, lorsque l'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande ne prévoit pas de montant minimum, une avance est accordée pour chaque bon de commande supérieur à 50 000 € HT et dont la durée d'exécution est supérieure à deux (2) mois. Le Titulaire peut renoncer au versement de l'avance dans l'acte d'engagement.

Dans le présent accord-cadre, l'Acheteur a décidé de recourir à l'option B de l'article 11.1 du CCAG FCS, dans les conditions suivantes :

Le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant TTC du bon de commande dès lors que sa durée d'exécution est inférieure ou égale douze (12) mois.

Si cette durée est supérieure à douze (12) mois, le montant de l'avance est égal à 5% d'une somme égale à douze (12) fois le montant TTC du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois.

Dans l'éventualité où le Titulaire, ou son sous-traitant admis au paiement direct, est une petite ou moyenne entreprise, les taux minimaux de l'avance susmentionnés sont portés à 10%.

10.1.2 Remboursement de l'avance

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au Titulaire par précompte sur les sommes dues à titre de solde. Le remboursement de l'avance est échelonné en tenant compte du montant de l'avance accordée et des sommes restant dues au Titulaire. Ce remboursement débute quand le montant des prestations exécutées atteint 65% du montant TTC du marché.

10.2 Acompte

Le cas échéant, les prestations font l'objet de paiements d'acomptes, paiements partiels non définitifs, après constatation du service fait dans les conditions prévues par les articles R.2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique.

La périodicité du versement des acomptes est fixée à trois (3) mois. Ce dernier délai est ramené à un (1) mois sur demande du titulaire du marché, lorsque le Titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

10.3 Constitution de garantie financière

En considération du montant de l'avance versée le cas échéant, il n'est pas fait obligation au Titulaire de constituer une garantie financière.

Article 11 – MODALITES DE FACTURATION ET DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT

11.1 Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le Titulaire et après certification du service fait, réserve faite du cas des avances. Le service fait s'entend à l'issue de la réception des prestations.

Conformément à l'article R.2192-3 du Code de la commande publique, l'utilisation de la facture électronique est exclusive de tout autre mode de transmission. La facture électronique doit comporter obligatoirement les mentions définies à l'article D. 2192-2 du Code de la commande publique.

La transmission des factures s'effectue via le portail de facturation Chorus Pro accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-gouv.fr>

Le non-respect du formalisme ouvre une faculté pour l'Acheteur de rejeter la demande de paiement, après information du Titulaire et demande de régularisation restée sans effet.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État.

11.2 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) Titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) seront payées dans un délai global de trente (30) jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le délai de paiement court à compter du jour de la décision d'admission des prestations, faisant suite aux opérations de vérification constatant la conformité des prestations aux stipulations contractuelles. **Si la date de réception de la demande de paiement ne coïncide pas avec la date de réception des prestations, le délai de paiement court à compter de la seconde de ces deux dates.**

Tout retard de paiement ouvre droit pour le Titulaire au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) €.

11.3 Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG FCS.

11.4 Paiement des sous-traitants

En application des articles L.2193-10 à L.2193-13 du Code de la commande publique, de la loi n° 75.1334 du 31/12/1975 relative à la sous-traitance et des divers textes s'y rapportant, la déclaration au maître d'ouvrage de tout sous-traitant ainsi que le paiement direct de tout contrat de sous-traitance supérieur ou égal à 600 euros TTC sont obligatoires.

Les déclarations administratives et le régime des paiements des sous-traitants se régissent par les dispositions des articles R.2193-10 à R.2193-16 du CCP.

Le non-respect de la législation en matière de sous-traitance conduit à l'application des mesures coercitives.

Le Titulaire a quinze (15) jours à compter de l'envoi de la demande de paiement de son sous-traitant pour valider la facture. En l'absence de réponse, la demande de paiement est considérée comme validée.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par l'Acheteur de l'accord, total ou partiel, du Titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le Titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par l'Acheteur de l'avis postal mentionné ci-dessus. L'Acheteur informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le Titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

11.5 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions de l'article R.2192-10 du Code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au bénéfice du Titulaire, et le cas échéant au(x) sous-traitant(s).

Conformément à l'article R.2192-31 dudit code, le taux des intérêts moratoires est égal au taux appliqué par la Banque Centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus

récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse.

Article 12 – DISPOSITIONS DIVERSES

12.1 Forme des notifications et informations

L'Acheteur notifie au Titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai par tous moyens permettant d'attester la date d'envoi et la date de réception. L'usage du courrier électronique est autorisé dans ce cadre.

12.2 Cession ou nantissement des créances

Les créances concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R.2191-45 à 63 du Code de la commande publique.

La personne chargée de fournir les renseignements mentionnés aux articles R.2191-60 à R.2191-62 du Code de la commande publique est le Directeur Général du CROUS de Bretagne, Monsieur PROUTEAU.

Le comptable public assignataire est l'Agent comptable du CROUS de Bretagne.

12.3 Autres obligations administratives

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai à l'Acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- aux personnes ayant qualité pour le représenter (suivi commercial, administratif, comptable) ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à son adresse ou siège social ;
- à son numéro SIRET.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le Titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'Acheteur. Un avenant pourra être nécessaire pour formaliser ces modifications.

Le jugement instituant le redressement, la liquidation judiciaire ou une mesure de sauvegarde est notifié sans délai au pouvoir adjudicateur par le Titulaire de l'accord-cadre. L'ouverture d'une procédure collective entraîne l'application du régime prévu à l'article L.622-13 du Code de commerce.

En cas de manquement, l'Acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Si le Titulaire est concerné, il remet à l'Acheteur avant la notification du marché et ensuite tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou 7 et D. 8254-2 à 5 du Code du Travail.

Si le Titulaire recourt à des salariés détachés, il doit produire avant le début de chaque détachement d'un ou plusieurs les documents suivants :

- a) l'accusé de réception de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et 7 du Code du Travail.
- b) une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1 et L. 8115-1 du Code du Travail ; cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

12.4 Assurances

Le Titulaire du marché doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Acheteur, des usagers de ses locaux et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, par dérogation à l'article 9 du CCAG FCS.

Il doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Il lui appartient de conclure auprès de compagnies notoirement solvables, les assurances qui couvriront ces différents risques.

Le Titulaire du marché a, notamment, l'obligation de souscrire le contrat d'assurances suivant :

- assurance responsabilité civile professionnelle du Titulaire : ce dernier souscrira une police d'assurances garantissant tous préjudices aux tiers résultant de dommages dont il serait tenu

pour responsable du fait de son activité et dont la couverture n'est pas prévue dans le cadre des autres alinéas du présent article.

Le TITULAIRE doit également s'assurer que ses prestataires et sous-traitants éventuels souscrivent, auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurances notoirement solvables, les polices d'assurances couvrant l'ensemble leurs responsabilités.

Les attestations d'assurance font apparaître, au minimum, les mentions suivantes :

- le nom de la compagnie d'assurance ;
- les activités garanties ;
- les risques garantis ;
- les montants de chaque garantie ;
- les principales exclusions et les plafonds de garantie ;
- le fait que l'assureur a bien eu copie du présent contrat (à défaut, le Titulaire peut rédiger une attestation sur l'honneur selon laquelle cette condition a été remplie) ;
- les franchises ;
- la période de validité ;
- le règlement des primes dues pour la période de garantie considérée.

La présentation de ces attestations d'assurance ainsi que des garanties effectivement souscrites n'a pas pour effet d'exonérer le Titulaire de ses responsabilités contractuelles et extracontractuelles vis-à-vis de l'Acheteur.

En cas de préjudice indemnisable, ni le Titulaire ni son assureur, ne pourront exciper de l'absence de demande d'attestation par l'Acheteur pour s'exonérer, en tout ou partie, de leurs responsabilités.

Les franchises d'assurance sont systématiquement à la charge de celui qui a souscrit le contrat d'assurance.

Un (1) mois au moins avant chaque expiration d'un contrat d'assurance lié à l'application du présent contrat, le Titulaire doit transmettre une nouvelle attestation d'assurance à l'Acheteur, sous peine de s'exposer à des pénalités pouvant aller jusqu'à la résiliation pour faute du présent contrat.

A défaut de communication de ces documents dans les délais prescrits, outre l'application de pénalités prévues à l'article 13 du présent contrat, ce dernier peut être résilié pour faute selon les modalités prévues au présent contrat.

Cette communication n'engage en rien la responsabilité de l'Acheteur si, à l'occasion d'un sinistre, l'étendue des garanties ou le montant de la prime de ces assurances s'avéraient insuffisants.

Par ailleurs, le Titulaire s'engage à informer préalablement l'Acheteur de toute annulation, réduction, suspension ou résiliation des assurances. Dans l'hypothèse où un risque couvert deviendrait un Risque Non Assurable, le Titulaire doit en informer l'Acheteur dans les plus brefs délais.

Au sens du présent contrat, un Risque Non Assurable est un risque pour lequel le Titulaire est dans l'incapacité d'obtenir une proposition d'assurance de la part d'assureurs notoirement solvables, pour une raison qui ne lui est pas imputable. En présence d'un Risque Non Assurable, les parties se concerteront afin, d'une part, d'examiner les garanties, les franchises, le type de sinistre et l'importance du ratio sinistre/prime et, d'autre part, d'évaluer les mesures à prendre. L'Acheur peut résilier le présent contrat pour motif d'intérêt général selon les modalités prévues au présent contrat.

12.5 Langues

Tous les documents remis par le Titulaire sont rédigés en langue française.

Article 13 – PÉNALITÉS

13.1. Régime des pénalités

En cas de non-respect des obligations contractuelles par le Titulaire, l'Acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités définies dans le tableau ci-dessous. Les pénalités sont calculées et appliquées de manière automatique ou après une mise en demeure préalable, selon les spécifications indiquées.

Il est important de noter que le caractère libératoire des pénalités ne dispense pas le Titulaire de l'exécution de ses obligations contractuelles. Les pénalités ne sont donc pas une alternative à l'accomplissement des prestations prévues. Par ailleurs, l'application des pénalités n'exclut pas la possibilité pour l'Acheteur de demander des dommages et intérêts pour réparer un préjudice distinct résultant d'une faute différente.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG FCS, le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Les pénalités sont cumulables sans limitation.

En cas de co-traitance ^{et}/ou sous-traitance, le mandataire est redevable de toutes les pénalités, même si les non-conformités qui en sont à l'origine sont commises par l'un de ses cotraitants ou sous-traitants.

Nature du Manquement	Modalités d'Application	Point de Départ de la Pénalité	Mode de Calcul de la Pénalité	Montant de la Pénalité
Retard de livraison Report ou dépassement du délai de livraison ou manquement à une consigne de livraison	Sur simple constat	À partir du 1er jour de retard	Montant par jour de retard	250 € HT par jour de retard
Non-conformité du matériel au regard des stipulations du CCTP (qualitatif)	Sur simple constat	A partir du 1er jour du constat	Montant forfaitaire par jour de non-conformité à compter à partir du constat de la non conformité	100 € HT par jour de non-conformité au delà de 5 jours calendaires la pénalité journalière passe à 250 €HT
Non-respect des délais d'intervention	Sur simple constat	À partir de la première heure de retard par rapport à ces engagements définis dans l'annexe 1_ Délai d'intervention	Montant par heure de retard	150 € HT par heure de retard jusqu'à la douzième heure A partir de la douzième heure de retard, la pénalité horaire passe à 300€ HT

Non-respect de la clause environnementale	Sur simple constat	Dès constat	Montant forfaitaire	300 € HT de pénalité forfaitaire
Non-respect des dispositions du Code du Travail relatives au travail dissimulé ou à la sous-traitance occulte	Sur simple constat	Dès constat	Montant forfaitaire	10 % du montant TTC du marché cumulable avec l'amende légale Mise en demeure et constitue un motif de résiliation
Non-transmission du reporting	Après mise en demeure	5 jours calendaires après mise en demeure resté sans effet	Montant forfaitaire	300 € HT de pénalité forfaitaire
Non-respect des consignes de livraison	Sur simple constat	Dès constat	Montant forfaitaire	300 € HT de pénalité forfaitaire

En dehors de ces hypothèses, la formule prévue à l'article 14.1.1 du CCAG FCS s'applique.

Les manquements aux obligations résultant du marché pourront être constatés par tout agent de l'Acheteur.

Les manquements constatés lors de ces contrôles sont établis par l'agent de l'Acheteur dans un procès-verbal dressé contradictoirement.

13.2. Pénalité pour travail dissimulé

Si le Titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'Acheteur applique une pénalité de 250,00 € par constat.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Le Titulaire du marché produit les pièces prévues à l'article D. 8222-5 du Code du travail, et ce, tous les six (6) mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Lorsque le TITULAIRE ne produit pas les pièces prévues à l'article D.8222-5 du Code du travail ou ne se conforme pas à la réglementation relative au travail dissimulé, (c'est-à-dire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail), l'Acheteur l'enjoint aussitôt, par lettre recommandée avec avis de réception, de faire cesser cette situation irrégulière.

Conformément à l'article R.8222-3 du Code du travail, le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception du courrier pour satisfaire à l'injonction.

Après mise en demeure préalable restée infructueuse dans le délai suscité, le Titulaire encourt, une pénalité journalière égale à 150,00 euros, et ce jusqu'à régularisation de sa situation.

Deux limites tempèrent cette disposition :

- le montant des pénalités est égal au plus, à 10% du montant du contrat ;
- le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.

Lorsqu'un agent de contrôle (dont la liste est énumérée à l'article L. 8271-7 du code du Travail) signale à l'Acheteur que son co-contractant est en situation irrégulière au regard de la réglementation relative au travail dissimulé : les dispositions de l'article L.8222-6 alinéa 2 à 5 du code du travail s'appliquent.

13.3. Versement des pénalités

Les pénalités peuvent être précomptées sur les paiements à verser au Titulaire tout au long de l'exécution des prestations ou faire l'objet d'une facturation à part.

Elles commencent à courir le lendemain du jour de l'expiration du délai contractuel fixé pour l'exécution des prestations, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 20.4 du CCAG FCS.

13.4. Exécution aux frais et risques du Titulaires

L'Acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du Titulaire :

- soit lorsque le Titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard ;
- soit en cas de résiliation du marché pour faute du Titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du Titulaire, est notifiée au Titulaire par l'Acheteur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le Titulaire peut être autorisé par ordre de service ou par courrier LRAR à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques.

S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du Titulaire ;

S'il n'est pas possible à l'Acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le Titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques.

Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au Titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

Article 14 – RESILIATION

14.1. Résiliation pour faute du Titulaire

La résiliation de l'accord-cadre pour faute du Titulaire intervient dans les termes et conditions de l'article 41 du CCAG FCS.

14.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

L'Acheteur peut demander la résiliation du marché pour tout motif d'intérêt général justifié, conformément aux stipulations de l'article 42 du CCAG FCS.

Par dérogation à l'article 42 susvisé, la résiliation du marché pour motif d'intérêt général ne donne pas lieu au versement d'une indemnité. Le paiement des prestations déjà effectuées reste dû par l'Acheteur.

Article 16 – DIFFERENDS ET LITIGES

L'Acheteur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel pouvant survenir à l'occasion de la passation ou de l'exécution du présent marché notamment pour difficulté d'exécution au sens de l'article 40.1 du CCAG FCS, concernant l'interprétation des stipulations contenues dans les documents contractuels ou dans l'exécution des prestations.

En cas de différend, les parties peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R. 2197-1 à 24 du Code de la commande publique.

Le présent marché public est soumis au droit français.

En cas de litige, le tribunal compétent est le tribunal administratif de Rennes :

Hôtel de Bizien
3, Contour de la Motte CS 44416
35044 RENNES Cedex
Téléphone : 02.23.21.28.28
Télécopie : 02.99.63.56.84 Email : greffe.ta-rennes@juradm.fr

Article 17 – LISTE DES DÉROGATIONS

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG FCS, en cas de contradiction entre les clauses du CCAG FCS et les clauses du CCAP, les clauses du présent CCAP prévaudront, même si la dérogation n'est pas explicitement référencée au sein du présent article récapitulatif des dérogations.

Le présent marché déroge aux stipulations suivantes du CCAG FCS, cette liste étant ainsi communiquées à titre informative et non exhaustive :

Articles du CCAP dérogeant au CCAG-FCS	Articles du CCAG-FCS dérogés
1.3	4.1
2.1.4	6.2
2.1.5	7.2
2.1.6	5.2.2
7	27.3
7	30.1
12.4	9
13.1	14.1
14.2	42
17	1.2

Toutes les dispositions du CCAG FCS non contredites par les dispositions du présent CCAP sont applicables au présent marché.